

Vendredi 1^{er} juin 2007

**COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES
DU JEUDI 31 MAI 2007**

Le Conseil des Ministres s'est tenu le Jeudi 31 mai 2007 de 12 heures à 13 heures 15 au Palais Présidentiel d'Abidjan Plateau, sous la présidence de son Excellence Laurent GBAGBO, Président de la République.

Avant d'aborder son ordre du jour, le Premier Ministre a formé au nom des membres du Gouvernement, les meilleurs vœux de santé et de prospérité, à Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO à l'occasion de son 62^{ème} anniversaire.

L'Ordre du Jour du Conseil à proprement dit, a commencé par une communication du Ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs portant sur l'organisation du match retour des Eliminatoires de la CAN 2008, Côte d'Ivoire - Madagascar, qui aura lieu le Dimanche 03 juin à 15 heures au Stade Municipal de Bouaké.

Le Président de la République a saisi l'occasion pour exhorter l'ensemble des membres du Gouvernement à participer à cette fête du sport qui revêt à ses yeux, une double importance :

- La première est, un soutien aux Eléphants de Côte d'Ivoire qui n'ont cessé de montrer leur détermination à hisser haut, l'Étendard du pays, dans les compétitions internationales; l'occasion de ce match éliminatoire doit permettre une grande mobilisation de la population au stade municipal de Bouaké.

- La deuxième est un signal fort, dans le cadre du processus de paix engagé depuis l'accord de Ouagadougou, une opportunité supplémentaire pour les Ivoiriens de renforcer leur cohésion et leur adhésion à la mission confiée au Gouvernement.

C'est pour cette raison que, le Premier Ministre, SEM SORO KIGBAFORI GUILLAUME, représentera personnellement le Chef de l'Etat, qui par ailleurs, a souhaité la présence des Chefs d'Institutions.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

I - AU TITRE DES PROJETS D'ORDONNANCES ET DE DECRETS

MESURES GENERALES

1- Au titre du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement

Sur présentation du Ministre de l'Economie et des Finances, assurant l'intérim du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, le Conseil a examiné le projet d'ordonnance portant levée exceptionnelle de la clause de confidentialité du secret statistique des données du recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998 (AGPH - 98).

Ce projet d'ordonnance a pour objet de permettre l'utilisation des informations confidentielles contenues dans le fichier de données du AGPH 1998, afin de faciliter la reconstitution des registres d'Etat Civil, de permettre la délivrance des jugements supplétifs de naissance et d'aider à l'identification des populations.

La levée du secret statistique des données du recensement général de la population, permettra notamment à la CEI, à l'INS et son partenaire technique, à la CNSI, à l'ONI, aux magistrats et aux greffiers désignés de reconstituer le registre de l'Etat Civil lors des audiences foraines, d'avoir accès aux données alphanumériques pour la validation technique du fichier électoral.

Le Conseil, après en avoir débattu, a adopté ce projet d'ordonnance ainsi présenté.

2- Au titre du Ministère de l'Economie et des Finances

Sur présentation du Ministre de l'Economie et des Finances, le Conseil a entendu une communication relative au Projet de Budget 2007. Avant l'examen de la Communication, le Ministre de l'Economie et des Finances, a fait un compte rendu de la Visite en Côte d'Ivoire, de Monsieur Bio Chané, Directeur Afrique du Fonds Monétaire international.

Il convient de noter avec satisfaction, les progrès accomplis par la Côte d'Ivoire dans le cadre de la reprise des relations avec les Institutions de Bretton Woods et de la Banque Africaine de Développement. Le Directeur Afrique du FMI, a assuré les autorités ivoiriennes de l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au programme d'appui post-crise, qui permettra à notre pays de bénéficier de l'appui du groupe de la Banque Mondiale, suite à la mise en application effective de l'Accord de Ouagadougou.

Le Chef de l'Etat s'est réjoui de ces avancées notables et du retour de notre pays dans les giron des institutions financières internationales.

Abordant l'examen de la communication relative au budget 2007, le Conseil a noté la rigueur de la gestion et la recherche de la performance qui caractérise nos régions financières, et appelé au maintien de cette orthodoxie.

Malgré la morosité de la conjoncture économique mondiale, les pays émergents et en développement maintiendront leur rythme d'expansion avec un taux de 8,2% tirée par la Chine et l'Inde.

La zone UEMOA quant à elle, se maintiendra à un taux de croissance de 3,5% grâce à de meilleures conditions climatiques qui favorisent une évolution des cours des produits de base.

Au plan national, dans la perspective de normalisation sociopolitique, le taux de croissance de notre économie est projeté à 1,5% en 2007, contre 1,2% réalisé en 2006 grâce aux

frémissements enregistrés dans les secteurs primaire et tertiaire.

*** Au titre des recettes**

Sur cette hypothèse, les ressources du projet de budget 2007 reposeront sur les recettes intérieures pour un montant de 1.553 milliards, soit 79% des ressources totales. Les concours extérieurs, en baisse de 21 milliards de francs, sont attendus à hauteur de 408, 4 milliards.

Il faut noter au titre des ressources extérieures, que les appuis budgétaires, s'élèvent à 174,7 milliards, Les dons programmés sont, quant à eux estimés à 75 milliards de Francs, les emprunts et dons projets s'élèvent à 40,6 milliards, et permettront de poursuivre le financement des projets en cours et de nouveaux projets.

Il faut noter également que le rééchelonnement de la dette s'établit à 118 milliards pour cette année 2007.

*** Au titre des dépenses**

Le Service de la dette publique est projetée à 545,7 milliards de francs. Les dépenses ordinaires plafonneront quant à elles à 1106,5 milliards de francs. Les dépenses d'investissement connaîtront une baisse de 7,8 milliards, et s'établiront à un niveau de 307 milliards de francs CFA.

Au total, le budget 2007 de l'Etat de Côte d'Ivoire s'équilibre en recettes et en dépenses, à la somme de 1.961 milliards de francs CFA.

Après des échanges fructueux et constructifs, les conclusions de cette communication ont été adoptées.

Suite à cela, le Ministre de l'Economie et des Finances a soumis à la signature du Président de la République, l'Ordonnance portant Budget de l'Etat pour la Gestion 2007.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil a examiné et approuvé plusieurs décrets portant nomination de Directeurs des Affaires Administratives et Financières.

- Au titre du Ministère de l'Economie et des Finances
- Au titre du Ministère des Transports
- Au titre du Ministère de l'Education Nationale
- Au titre du Ministère des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Communication
- Et enfin au Titre du Ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs.

*** Au titre des réunions et Voyages**

Le Conseil a autorisé deux réunions en Côte d'Ivoire au titre du Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales :

Ainsi, se tiendront à Abidjan et Yamoussoukro, deux ateliers relatifs l'un, à la formation du personnel de l'Ecole des Sourds, au langage gestuel, du 4 au 22 Juin 2007 et l'autre, à la vulgarisation de la résolution 1325, les 4 et 5 Juin 2007.

Le Conseil des Ministres s'est achevé à 13 heures quinze.

